

La situation économique de l'Italie

La plupart des observateurs reconnaissent que l'avènement en 1992 du Marché unique européen constitue un défi important pour l'Italie, à cause particulièrement du niveau élevé de sa dette publique et de son déficit budgétaire, des disparités entre le nord et le sud du pays, et de sa grande dépendance envers les importations d'énergie.

L'économie de l'Italie n'en demeure pas moins cependant l'une des économies les plus dynamiques du monde industrialisé. Elle a joui au cours des dernières années d'un plus grand taux de croissance que la plupart des pays de l'OCDE, en grande partie grâce à la demande constante de produits italiens sur les marchés étrangers et du haut niveau de créativité, de savoir-faire technologique et d'adaptabilité de l'industrie italienne.

Les puissants groupes industriels privés (Fiat, Montedison, Olivetti, Pirelli) ont misé avec succès sur la carte européenne et internationale. À ce point de vue, ils constituent l'élément clé du dynamisme de l'économie italienne. Les entreprises de l'État, qui comptent pour plus du tiers de la production italienne, ont elles aussi adopté diverses mesures, comme parfois la privatisation, pour répondre plus adéquatement aux forces du marché.

Les politiques gouvernementales visant à faciliter l'ajustement structurel et à stimuler la compétitivité ont aidé l'industrie italienne. La décision de faire entrer la lire dans le Système monétaire européen plusieurs mois avant la date prévue du 1^{er} juillet 1990, ainsi que la libéralisation des mouvements de capitaux annoncée en mai 1990, démontrent la détermination du gouvernement italien à faire progresser l'Union économique et monétaire européenne.

Le gouvernement s'est aussi attaqué au déficit budgétaire en adoptant des mesures visant à couper les dépenses et à accroître les revenus, avec pour objectif de réduire le déficit à 9,4 p. 100 du produit national brut (PNB) en 1991, de 10,7 p. 100 qu'il était en 1990.

Le gouvernement italien prévoit un taux de croissance de 2,7 p. 100 en 1991 par rapport à 2,9 p. 100 en 1990. Toutefois, la plupart des observateurs considèrent, compte tenu de la situation internationale et de l'augmentation du prix du pétrole, qu'un taux de croissance d'environ 2 p. 100 est plus probable. Le taux d'inflation devrait se situer aux environs de 6 p. 100 en 1991 et le taux de chômage à 11 p. 100.